

EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DU BUREAU
SEANCE DU 7 OCTOBRE 2025

5.2 – ENEDIS : MISE EN PLACE D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE

Il est proposé au Bureau d'Habitat 70 de délibérer sur un accord de principe relatif à la mise en place de servitude pour Enedis et les autres concessionnaires de réseau.

Il est fréquent que le passage des réseaux publics d'électricité chemine sur des parcelles appartenant à l'office.

Cette servitude est consentie par l'organisme via une convention bipartite.

Depuis peu, Enedis nous propose d'identifier cette servitude via un acte notarié, ce qui permettra une meilleure traçabilité de ces ouvrages.

A chaque servitude consentie correspondra un acte.

Afin de ne pas avoir besoin d'une délibération spécifique par servitude, le notaire d'Enedis nous indique qu'une délibération générique pourra permettre la signature de chaque acte de même nature par le directeur général, en l'étendant également aux autres concessionnaires de réseaux publics.

Aussi, il est acté :

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts d'Habitat 70 ;

Considérant que, dans le cadre de la gestion de son patrimoine, Habitat 70 est régulièrement sollicité pour consentir des servitudes au profit d'Enedis et autres concessionnaires de réseaux publics ;

Publié le 10/10/2025

Considérant qu'il convient de faciliter la passation de ces conventions et actes notariés en habilitant le Directeur Général à signer au nom d'Habitat 70.

Après en avoir délibéré, le Bureau d'Habitat 70 à l'unanimité valide les éléments suivants :

Article 1 : Le Directeur Général d'Habitat 70, ou son représentant dûment mandaté, est autorisé à signer tout acte de constitution de servitudes avec ENEDIS et autres concessionnaires de réseaux publics grevant les immeubles appartenant à Habitat 70, ainsi que toutes conventions, documents ou pièces y afférents.

Article 2 : La présente autorisation est générale et demeure valable jusqu'à décision contraire du Bureau ou du Conseil d'Administration. Elle s'applique à tous les concessionnaires sans qu'ils soient mentionnés nommément.

Article 3 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise aux autorités compétentes et inscrite au registre des délibérations.

Pour extrait délivré conforme

Fait à Vesoul le 08/10/2025

Le Directeur général

Olivier ROSAT

